

## PRIVATISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES

### Vent de colère sur Rouiba

Le processus de privatisation des entreprises publiques entamé par les pouvoirs publics soulève inquiétudes et appréhensions chez les travailleurs de la zone industrielle de Rouiba. Cette situation pourrait se transformer en "une véritable colère chez les 20 000 travailleurs répartis sur les 76 entreprises publiques recensées dans toute la zone industrielle". Des travailleurs qui refusent d'être "le dindon de la farce d'une opération où rien n'est clair ou transparent". C'est ce qui ressort des propos tenus hier par les secrétaires généraux des syndicats d'entreprises situées dans cette localité lors d'une réunion tenue au niveau du siège de l'Union UGTA locale de Rouiba. Une réunion qui intervient, faut-il le noter, à la veille de la réunion de l'état-major (secrétaires généraux des fédérations et des unions de wilaya) de l'UGTA.

En effet, cette rencontre des syndicalistes de la plus importante zone industrielle du centre du pays a été marquée par d'importantes interventions des représentants des travailleurs. Ces derniers n'ont pas hésité un instant pour plaider "l'utilisation des moyens légaux pour faire face à toute forme de bradage de nos entreprises, ou l'ouverture de leur capital sans la consultation du partenaire social, encore moins sa marginalisation lors de toute opération entrant dans ce cadre". En effet, la réunion présidée par le secrétaire général de l'Union UGTA locale de Rouiba, Mohamed Messaoudi, a été très riche en informations sur la détermination des syndicalistes de la base à défendre les travailleurs qu'ils représentent, de surcroît leur outil de travail. "C'est le flou total qui entoure cette opération de privatisation. Tout se fait dans une opacité totale. On n'a comme l'impression qu'on veut mettre les travailleurs et leurs représentants syndicaux devant le fait accompli. On n'acceptera jamais cela. On agira conformément à la réglementation en vigueur et on usera de tous les moyens légaux pour faire entendre la voix des travailleurs qu'on représente", a-t-on martelé.

Mieux, les intervenants se sont engagés à agir dans un cadre de solidarité générale. Autrement dit, ils inscrivent d'ores et déjà leur action en développant l'idée d'une action générale et solidaire envers toutes les entreprises implantées dans la région réfutant ainsi toute action qui consiste à toucher à telle ou telle entreprise. Pour M. Messaoudi, "l'Etat dispose d'un matelas financier important, dont une partie, doit être utilisée au profit des entreprises publiques afin de leur permettre de se mettre à niveau et être prêtes pour faire face à la concurrence". Par ailleurs, ce même responsable s'interroge «sur le pourquoi de l'intéressement des étrangers pour certaines entreprises et par pour d'autres ?». Selon lui, la réponse est tout indiquée : "Ces soi-disant repreneurs ne cherchent pas l'intérêt de l'entreprise encore moins des travailleurs. Ce qui les motive est plutôt le terrain ou encore la bâtisse de ces entreprises convoitées sans plus." Sur un autre plan, les représentants des travailleurs de la zone industrielle de Rouiba ont tenu, en la circonstance, à interpeller leur hiérarchie syndicale, à leur tête le secrétaire général de l'UGTA Abdelmadjid Sidi Saïd, sur sa position actuelle quant à la question de privatisation, tout en soulignant à ce sujet que le premier responsable de la Centrale syndicale est pour la privatisation des entreprises publiques. Une idée à laquelle le secrétaire général de l'Union locale de Rouiba a tenu à apporter sa mise au point en déclarant que "Sidi Saïd est certes le secrétaire général de l'UGTA, mais il n'est pas le seul à trancher ce genre de situation".

"Il y a des membres du secrétariat national qui connaissent l'importance et l'enjeu de la question", a-t-il souligné. En somme, cette sortie syndicale des représentants des travailleurs de la zone industrielle de Rouiba est perçue par les observateurs comme le début d'une grande "manœuvre". Une manœuvre enclenchée par la base syndicale de l'UGTA à la veille d'une importante réunion organique de la Centrale syndicale portant sur la question de la privatisation des entreprises publiques.

Abder Bettache

### Avis de décès

Les familles Damerdj, Bertouche, El Arouci, Khezadji, Dehri, Haouchine, Bacha, Chelha, Kartoubi, Sifaoui, Benchabane et Mehrez, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur grand-mère, mère, sœur, belle-mère et belle-sœur **Bertouche Bahia**, survenu le 1er février 2005. La levée du corps se fera aujourd'hui à 12h30 de son domicile, sis, 7, rue Amar Dekkar, Deux Entités, El-Biar. L'enterrement aura lieu au cimetière d'El-Kettar.

## LEUR SYNDICAT EST MONTE AU CRENEAU

### Menace de grève des douanes

En réunion ordinaire de son conseil national, tenue hier au siège de la Direction générale des douanes algériennes, son syndicat national a remis sur le tapis les principaux points figurant sur sa plate-forme de revendications. Il s'agit, notamment, du régime indemnitaire, de l'augmentation de salaires et de l'intégration des corps communs.

Présent à cette rencontre, le directeur général des douanes, le Dr Sid-Ali Lebib a réitéré sa volonté de répondre aux doléances des travailleurs. "Nous envisageons avec le syndicat de redonner la plénitude de la dignité à cette institution."

Pour sa part, M. Ahmed Badaoui, président du syndi-

cat, a rappelé l'objet de cette assemblée, qui est, en fait, l'évaluation des aspects socioprofessionnels des travailleurs ainsi que l'analyse des démarches effectuées par l'UGTA, qui s'est engagée dans le règlement des revendications que défend le syndicat. M. Badaoui a à cette occasion souligné que les engagements pris par l'UGTA auprès du chef du gouvernement quant au dossier relatif à l'intégration des corps constitués n'ont pas été honorés. "Nous tenons pour responsable l'UGTA. Il ne faut pas oublier que 1 200 agents sont concernés par l'intégration. Pourtant la décision émanant du chef du gouvernement prévoit une vue plus

large et plus globale du texte. Le blocage se situe au niveau de la Direction générale de la Fonction publique." Pour M. Kharchi, son directeur, "les agents de bureau, les administrateurs et assistants administratifs principaux, qui constituent le plus gros des troupes, ne sont pas concernés par la décision d'Ouyahia". Il a, par ailleurs, soulevé la question ayant trait à la mise en compétition des postes de responsabilité, tout en précisant que c'est une revendication reconnue par la direction générale. "C'est un rappel à l'ordre car jusqu'au jour d'aujourd'hui, l'application ne suit pas. Nous continuons à constater que les postulants bien qu'ils aient

passé les tests et qu'ils répondent aux critères de compétition ce sont d'autres personnes qui sont nommées. L'explication du directeur général est : "On m'a trompé". "Nous demandons à ce que la compétition soit ouverte à tout le monde".

Le risque d'un préavis de grève n'est pas écarté par le syndicat si, toutefois, les discussions avec les représentants de l'UGTA n'aboutissent pas à la satisfaction des doléances des travailleurs.

La préparation du congrès de la Fédération des finances qui se tiendra durant ce mois a été aussi à l'ordre du jour de cette réunion.

R. S.

## FACE AU BLOCAGE DU DIALOGUE

### Débrayage des lycées d'Alger le 6 février

Il a été décidé, lundi dernier, lors de l'assemblée générale des délégués du Conseil des lycées d'Alger (CLA), d'entamer une journée d'action et de grève le 6 février prochain.

Dans un communiqué, le CLA écrit : "A la place du dialogue et de l'approbation de l'accord tranché avec les représentants des collectifs des enseignants dans les lycées d'Alger, en avril 2004, l'inspection académique a choisi, par aménosité aveugle, l'escalade". Et d'ajouter : "Cette riposte de l'inspection académique fait suite à la revendication du CLA qui a exigé plus de considération à l'égard des ensei-

gnants, la réclamation de leur pouvoir pédagogique, l'amélioration de leur condition de travail et le respect des engagements souscrits par l'inspecteur académique". Selon le communiqué, "l'objectif de l'inspection académique est d'isoler les représentants des enseignants, les sanctionner pour en faire un exemple, leur refuser l'accès aux lycées, les priver de locaux et différer l'application des accords convenus". Le CLA énumère, à ce sujet, les agressions et les intimidations auxquelles ont dû faire face les enseignants. Il est fait aussi état de "l'envoi spécial de certains inspecteurs

de matière avec pour mission de constituer des dossiers disciplinaires bidon afin de dissuader les représentants élus du collectif des lycées de réclamer l'application de la réglementation et des accords collectifs de travail comme ce fut le cas pour le lycée Baucheray" et "La remise en cause des règles effectives concernant l'activité syndicale, le droit de réunion et d'affichage dans les lycées".

C'est face à cette situation de blocage du dialogue, "inacceptable et scandaleuse" que les délégués du CLA ont décidé de recourir à la grève.

M. O.

## REFORME DANS LE SECTEUR DES BANQUES

### Le "feu vert" de l'UGTA

Les représentants des travailleurs du secteur bancaire de la Fédération nationale des travailleurs des banques et assurances affiliée à l'UGTA ne s'opposent pas à la réforme du secteur si "celle-ci a pour objectif un apport technologique un savoir-faire pour améliorer la part du marché, la formation d'une nouvelle génération de managers pouvant pérenniser les banques et partant, préserver les emplois et en créer d'autres durables et à améliorer le niveau social des travailleurs par une rémunération adaptée".

Il s'agit là des principales recommandations contenues dans le procès-verbal ayant sanctionné la dernière réunion des secrétaires généraux des syndicats des banques tenue sous la présidence du premier responsable syndical du secteur.

Les cadres syndicaux des banques considèrent

que par ouverture du capital, il est attendu "la modernisation des banques, la mise à niveau et l'émergence d'une nouvelle génération de managers, la préservation des emplois liés à l'activité de la banque et la valorisation de la ressource humaine par un système de rémunération et d'intéressement attrayant".

Ainsi, les sept secrétaires généraux des syndicats d'entreprise des banques, en l'occurrence le CPA, la BADR, la BNA, la BDL, la CNEP, la BEA et la BAD considèrent par ailleurs qu'en "termes de stratégie commerciale, il est attendu de ces réformes de conforter les efforts déjà menés et les axer essentiellement sur la collecte de ressources à moindre coût, la promotion de produits bancaires basée sur une politique de marketing efficiente, le développement des crédits sains et causés, notamment l'inves-

tissement pour la relance de l'économie nationale, l'amélioration de la productivité, l'introduction dans les objectifs la notion produit/client dans la gestion des ressources humaines et la réorganisation de la production bancaire pour plus d'efficacité."

Cela dit, il est à noter que la démarche arrêtée par les pouvoirs publics pour la réforme du secteur bancaire consiste à maintenir certaines banques publiques entre les mains de l'Etat alors que d'autres seront proposées à la privatisation. Il s'agit du CPA, de la BDL et de la BNA, dont les options de privatisation arrêtées sont celles du jumelage et de l'ouverture du capital.

Il est à rappeler que deux opérations d'ouverture de capital ont été tentées en 1997 et qui ont ciblé la BDL et le CPA. Mais pour des raisons qui n'ont jamais été rendues publiques, ces

deux opérations n'ont jamais été concrétisées.

Cela étant, à travers ce positionnement, il ressort nettement que l'UGTA, à travers l'une de ses importantes structures en l'occurrence la Fédération des finances, vient de franchir un pas important pour admettre définitivement le principe de la réforme économique du secteur public.

Mieux, il s'agit d'une décision de très grande importance d'autant qu'elle intervient à la veille de la tenue de la réunion de l'état-major de l'UGTA prévue pour le 2 février prochain.

Lors de cette rencontre, où il est attendu la présence du chef du gouvernement, sauf changement de dernière minute, pour s'expliquer sur sa démarche sur la privatisation, l'ordre du jour arrêté se portera sur les questions économiques et organiques.

Abder Bettache